

Le fait d'avoir deux millions de chômeurs a deux conséquences. La première, c'est qu'il faut pourvoir aux besoins quotidiens des chômeurs en leur versant des prestations d'assurance-chômage ou de bien-être social. Cela fait par conséquent grossir énormément les frais du gouvernement sans compter les montants déjà énormes qu'il dépense normalement. Cela fait fondre en même temps les impôts que le gouvernement aurait normalement dû percevoir de ces chômeurs qui, s'ils avaient travaillé, auraient gagné un revenu et payé des impôts. En poursuivant une politique qui poussait deux millions de travailleurs au chômage, le gouvernement a créé une situation qui l'a inévitablement obligé à emprunter plus d'argent. Le gouvernement a en effet réduit l'assiette fiscale tout en se chargeant de responsabilités accrues au chapitre des dépenses. C'est logique, n'est-ce pas? Je vois à la tribune une dame qui fait oui de la tête. Oui, c'est logique et j'en conviens.

Une voix: C'est probablement votre mère.

M. Deans: Non, ce n'est pas ma mère. Elle est de toute évidence la mère de quelqu'un, mais pas la mienne.

La productivité réduite a entraîné une diminution générale du volume des ventes, ce qui a fait baisser le montant des taxes de vente à percevoir et celui de l'impôt sur le revenu des sociétés, et, partant, les recettes fiscales qui seraient normalement venues remplir les coffres de l'État. Le dilemme saute aux yeux quand on tient compte à la fois de ces éléments et d'autres, y compris les sommes considérables que le gouvernement a dû dépenser pour essayer de créer des emplois dans les régions où le chômage sévissait le plus.

● (1630)

C'est à cause de la politique économique du ministre des Finances (M. Lalonde) que le chômage existe, que l'économie est dans le marasme, que l'assiette de l'impôt s'est raréfiée, que la plupart des hommes d'affaires trouvent de plus en plus coûteux de faire du commerce, que les gens dépensent plus qu'ils ne devraient, ce qui force le gouvernement à emprunter davantage qu'il ne l'aurait fait autrement.

Si l'on devait accuser le gouvernement d'une chose, ce serait précisément d'avoir appliqué une politique qui a complètement ruiné notre économie. J'en conclus que le gouvernement, à supposer qu'il ne modifiera en rien sa décision de foncer tête première dans la mesquinerie, ne parviendra pas à améliorer la situation économique, qu'il condamnera de plus en plus de Canadiens au chômage dans les années à venir, et qu'il se verra contraint d'emprunter toujours davantage. Donc ou bien il va falloir emprunter ou alors augmenter les impôts de tous ceux qui travaillent encore. Nous, députés néo-démocrates, nous nous opposerons à cette seconde formule, car nous savons bien qui en fera les frais. Ce ne sera ni la Banque de Montréal ni les grandes sociétés, mais bien le contribuable moyen.

Voilà pourquoi j'aimerais proposer un sous-amendement à la proposition d'amendement du député de Parry Sound-Muskoka (M. Darling). Avec l'appui du député de Beaches (M. Young), monsieur le Président, je propose:

Pouvoir d'emprunt—Loi

Qu'à la quatrième ligne de l'amendement, on retranche le mot «financière» et qu'on le remplace par le mot «civile».

Ainsi, le gouvernement ne sera pas autorisé à emprunter aujourd'hui plus d'argent qu'il ne lui en faut pour l'année civile courante mais il devra se présenter de nouveau à la Chambre à la fin de l'année civile courante pour demander un pouvoir d'emprunt supplémentaire, nous fournissant ainsi l'occasion d'examiner soigneusement ses programmes économiques. Pour le moment, le gouvernement se verrait contraint de réduire de 25 milliards environ la somme qu'il demande à emprunter—je laisse au gouvernement le soin de faire le calcul, bien que je sache très bien le faire pour lui—de sorte qu'il pourrait emprunter environ 18 milliards de dollars.

M. le vice-président: A l'ordre. Avant de demander à la Chambre de se prononcer sur cette motion, la présidence préférerait s'accorder un délai de réflexion, quitte à statuer à la première occasion sur sa recevabilité.

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur le Président, je suis en faveur de la motion du député de Hamilton Mountain (M. Deans) prévoyant que le gouvernement aura peut-être à revenir demander au Parlement les fonds dont il a besoin et que les emprunts autorisés par ce projet de loi ne dépassent pas ses besoins pendant l'année civile en cours. Si seulement nous pouvions persuader le gouvernement de nous implorer à genoux, servilement, parce qu'il a saboté l'économie du Canada d'une façon qui ferait honte à tous les députés à la Chambre—du moins ceux de ce côté-ci.

J'ai honte d'avoir à fustiger le gouvernement pour son bilan tant économique que fiscal dans le pays. Ce n'est pas uniquement pour notre génération que j'ai honte, mais également pour la génération montante. Chaque enfant qui est né aujourd'hui ou qui naîtra cette année est accablé d'une dette de \$7,000, dette dont nous supportons tous le poids à l'heure qu'il est.

Hier, j'ai reçu une lettre d'un de mes électeurs qui se fait harceler par le ministère du Revenu national. Il a une hypothèque de quelque \$7,000, ce qui représente beaucoup d'argent pour bien des gens. Étant donné l'incurie du gouvernement, chaque enfant qui naît à partir de maintenant est accablé d'une dette de \$7,000. Quelle honte de devoir admettre cela, monsieur le Président.

Ce matin, le dollar canadien était à \$78.20 (US). Il avait remonté un peu. Les bons du Trésor étaient cotés à 10.45 p. 100 au début de la journée, ce qui me fait dire que lorsque la Banque du Canada annoncera son taux demain à 13 heures, il sera de l'ordre de 10.70 p. 100. Cela montre que le gouvernement ne sait pas ce qu'il fait en matière de fiscalité. Il a dilapidé l'argent. Prodigalité n'est pas le mot juste—il doit y en avoir un plus approprié, mais il ne me vient pas à l'esprit, monsieur le Président. Si le taux officiel d'escompte est à 10.70 p. 100 demain, où en seront les taux hypothécaires vendredi ou lundi prochain? Qu'advient-il des gens qui doivent renégocier leur hypothèque? Depuis une dizaine de jours, les taux d'intérêt ont augmenté et il semble que cette tendance va se poursuivre.